

collaboration a permis de fournir une expertise essentielle dans divers domaines, notamment les missions de paix, la réforme du secteur de la justice et de la sécurité, ainsi que la planification et la mise en œuvre de l'intervention pangouvernementale en cas de crise. Le GTSR, qui mène des programmes dans certains contextes figurant parmi les plus difficiles à l'échelle internationale, est l'avenue utilisée pour affecter le financement alloué par le gouvernement du Canada à des initiatives qui correspondent aux intérêts du Canada et aux priorités de sa politique étrangère, dont les suivantes :

- Dans la région élargie **du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**, le GTSR a consacré environ 6,8 millions de dollars à la consolidation de la paix, aux réformes gouvernementales et aux efforts de transition, entre autres en Libye et en Tunisie. En outre, le GTSR a offert du matériel et de l'équipement à la Jordanie afin de l'aider à combler les besoins sans cesse grandissants liés à l'afflux constant de réfugiés. Le GTSR a également continué d'appuyer le processus de paix au Moyen-Orient en allouant près d'un million de dollars en vue d'accroître les capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne, dans le but d'établir en Cisjordanie des conditions sécuritaires propices à l'atteinte des objectifs prioritaires d'Israël en matière de sécurité.
- **Au Soudan et au Soudan du Sud**, plus de 5 millions de dollars ont été consacrés au maintien et à la consolidation de la paix. Au Soudan du Sud, le GTSR a financé 13 projets visant à améliorer la capacité du nouveau gouvernement d'instaurer la primauté du droit (ce qui comprend la formation des policiers), de respecter les droits de la personne, d'assurer la sécurité de la population et d'offrir à cette dernière des services de base.
- **En Afghanistan**, environ 7,7 millions de dollars ont été versés pour appuyer la démocratie régionale, la réforme du secteur de la justice, le processus de coopération entre l'Afghanistan et le Pakistan, les organisations de la société civile, le renforcement de la capacité en matière de services policiers et correctionnels et la lutte antimines.
- **En Haïti**, 17,4 millions de dollars ont été versés pour appuyer des activités de renforcement des capacités en ce qui concerne l'ingénierie et la reconstruction des infrastructures à la suite du tremblement de terre; mettre en place un régime de primauté du droit plus efficace, responsable et professionnel en offrant de la formation

aux agents des services policiers, correctionnels et frontaliers et en les dotant de l'équipement nécessaire; et maintenir en poste les 85 agents de la GRC et les 19 agents du SCC affectés à la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

- **En Afrique**, plus de 8 millions de dollars ont été versés afin de financer l'affectation de policiers canadiens en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo, et d'accroître la capacité du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, de la Tanzanie et du Togo relativement à la participation aux missions de paix régionales et multinationales. En outre, un soutien a été accordé à l'Union africaine afin qu'elle puisse perfectionner les effectifs policiers et civils de la Force africaine en attente.
- Conformément à l'engagement du Canada en ce qui concerne la promotion et la protection **des droits et de l'égalité des femmes et des enfants**, tous les programmes du GTSR ont tenu compte de ces aspects, à titre de thème transversal. En outre, 23 projets (totalisant 10,5 millions de dollars) étaient précisément axés sur la réduction de la violence envers les femmes, les enfants et d'autres personnes vulnérables, de même que sur l'amélioration de la situation des droits des femmes et de l'accès à la justice.
- En 2012-2013, environ 3,6 millions de dollars ont été consacrés par le GTSR à l'élimination des **débris de guerre explosifs** sur une superficie de plus de 4 millions de mètres carrés (constituée de terrains et d'infrastructures) en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Colombie, en Libye, aux Palaos, au Soudan du Sud et au Tadjikistan.

Programme de partenariat mondial : 10 millions de dollars

En 2012-2013, 10 millions de dollars ont été accordés au Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dans le cadre du Programme de partenariat mondial. Il s'agissait de la dernière tranche de la somme de 30 millions de dollars promise en 2011 par le premier ministre Harper en vue de mener à bien des travaux de réparation des dommages causés à l'environnement et d'améliorer la sécurité sur les lieux de l'incident de Tchernobyl. La contribution du Canada appuie la mise en place d'une nouvelle enceinte de confinement autour du réacteur qui vise à éviter que des matières radioactives se retrouvent dans l'environnement.